

DIRECTION ET GOUVERNEMENT NE FONT PAS DE PAUSE ESTIVALE, Alors les cheminot-e-s non plus !

Pourquoi il ne faut pas arrêter la grève !

Le gouvernement veut fuir ses responsabilités et se défausser sur le patronat pour le reste du processus et le passage à la négociation de la convention collective ! C'est oublier un peu vite les cheminot-e-s toujours en grève qui refusent inlassablement qu'on liquide leur statut et l'entreprise publique !

Dès cet été, ils veulent commencer à appliquer la réforme ferroviaire !

Pépy profite des appels communs d'arrêt de la grève de la ministre des Transports et de certaines centrales syndicales pour appliquer la réforme avant la réforme.

Dès cet été, suppression du titre 1 pour des ASCT de la région parisienne, recherche de polyvalence chez les commerciaux, démarrage du nouvel accord devant remplacer le statut des cheminot-e-s qui ne seront pas transféré-e-s, poursuite du

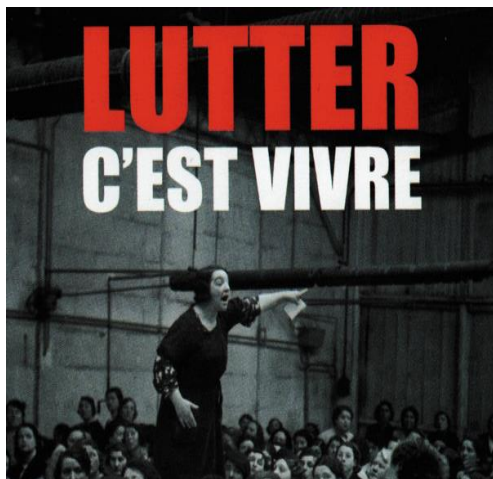
processus devant aboutir à l'écriture d'une convention de branche qui a démarré en 2013 et devrait se terminer avant 2020, et enfin l'annonce d'un plan massif de suppression d'emplois au Fret qui sera mis en œuvre après les élections... car il faut bien préserver leurs amis « partenaires » et repousser à plus tard les traductions concrètes de la contre-réforme ferroviaire vis-à-vis de l'opinion publique !

Nous n'avons pas fait 3 mois de grève pour leur permettre de transformer la SNCF en une société privée, filialiser le Fret en 2018, le TER en 2019, vendre le TGV en 2020 et écrire une réglementation ferroviaire que nous avons combattue en 2014, en 2016 !

Nous avons un moyen de pression avec les départs en vacances, c'est une réalité ... et nous sommes prêts à assumer le « cheminot bashing » de BFM et TF1.

SUD-Rail, avec les équipes qui le veulent, doivent lutter ensemble et en même temps !

Le syndicalisme d'accompagnement n'a pas pour objectif la convergence des luttes, mais celle de la division ! L'OS majoritaire n'a jusqu'à présent pas voulu changer son calendrier en avril, mai et juin, et a refusé, y compris dans ce cadre, d'agir avec les autres secteurs en lutte. Aujourd'hui, la situation la pousse à rejoindre la vision de SUD-Rail et de nombreuses AG, en acceptant d'autres modalités que son calendrier prévisible. Ainsi, nous pourrions nous associer aux autres secteurs en lutte, ce qui était très compliqué jusqu'à présent. Il est pourtant question d'une politique globale creusant les injustices !



Maintenant, il est indispensable que l'unité d'action se fasse en refusant l'application de la loi avec ceux qui poursuivent la grève !

- ➔ **SUD-Rail lance un appel clair**, sans aucune tergiversation, réclamant l'abrogation de la loi, le maintien du statut des cheminot-e-s, une entreprise unique et publique.
- ➔ **SUD-Rail pose comme base revendicative** : « Un seul statut, celui des cheminot-e-s pour l'ensemble des travailleurs du rail » !

Voilà les seules revendications qui permettent de sauver le statut de l'entreprise et des cheminot-e-s !

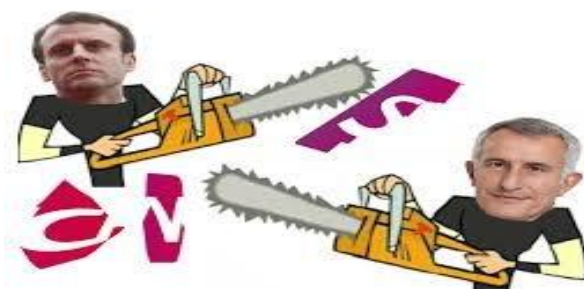
Ils provoquent, ils mentent, ils trahissent ...

On voudrait nous faire croire que tout est bouclé !

Le gouvernement et la direction veulent faire croire que le vote de la loi doit faire cesser la grève car tout est bouclé ! **C'est faux !**

4 ordonnances, 5 accords avec le patronat du secteur dans le cadre de la CCN et 6 accords avec la direction SNCF.

Cette mauvaise loi, ils veulent maintenant la compléter par 9 décrets (*modalités de désignation des salarié-e-s transféré-e-s, modalités de calcul des effectifs transférés, gestion des gares, statut des sociétés par actions, confidentialité des informations, conditions d'information des salarié-e-s en cas de transfert, infos transmises au repreneur, conditions de maintien des droits à la retraite en cas de transfert, tarifs sociaux*).



Stopper la mobilisation et faire croire que c'est une négociation biaisée de la CCN qui permettra maintenant d'acquérir de nouveaux droits pour les cheminot-e-s, c'est brader la mobilisation et acter de nouveaux reculs sociaux sans précédents. La Fédération SUD-Rail refuse d'instrumentaliser cette mobilisation historique et reste aux cotés des cheminot-e-s en lutte !

Liquidation/filialisation de Fret... Suppressions des accords locaux... Externalisation d'emplois... Productivité à outrance...

SNCF veut déjà faire payer la réforme aux salarié-e-s !!!

Pour SNCF Réseau, ce sera 1,3 Milliard de productivité à gagner en accentuant la sous-traitance et en remettant en cause les accords locaux et le système de primes.

Pour la future holding de tête, les programmes de sous-traitance et d'externalisation, pour gagner encore en productivité, s'enchainent...

Immédiatement, les gares vont être filialisées ; le Fret va annoncer la suppression de 3000 emplois et la fermeture de dizaines de sites... avant la filialisation ! La segmentation des activités continue avec la spécialisation des charges de travail, même à l'intérieur d'une même activité !

Partout, alors que la loi n'est pas encore applicable, les accords locaux sont dénoncés, les droits des cheminot-e-s rognés par une direction qui a hâte de mettre en œuvre son projet d'organisation d'entreprise qui précarise, flexibilise les cheminot-e-s, tout en préparant les filialisations !



Ces restructurations qui s'engagent à un rythme fou sont les conséquences directes de la loi. C'est le nouveau pacte « antisocial » annoncé par Pepy, qu'il commence à appliquer !

Luttons tous ensemble et en même temps pour préserver le bien public, en faisant abroger cette mauvaise loi qui est taillée pour les lobbyistes financiers et contre l'intérêt commun.

APPELONS À LA MOBILISATION INTERPROFESSIONNELLE, À LA CONVERGENCE DES LUTTES !

Décidons les 6 et 7 juillet, dans les Assemblées Générales, de la conduite du mouvement pour empêcher ces reculs sociaux historiques !

FÉDÉRATION SUD-Rail - 17 BOULEVARD DE LA LIBÉRATION 93200 ST DENIS

TEL : 01 42 43 35 75

@ : sud.rail.federation@gmail.com

FACEBOOK : @sudrailofficiel

FAX : 01 42 43 36 67

INTERNET : www.sudrail.fr

TWITTER : @Fede_SUD_Rail